

---

## Deux « grands » devenus « petits » : Robert Hue et Marie-George Buffet candidats communistes aux élections présidentielles de 2002 et 2007

*From major to minor : Robert Hue and Marie-George Buffet as Communist candidates in the 2002 and 2007 presidential elections*

**Jean Vigreux**

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1068>

ISSN : 1954-3670

**Éditeur**

Centre d'Histoire de Sciences Po

**Référence électronique**

Jean Vigreux, « Deux « grands » devenus « petits » : Robert Hue et Marie-George Buffet candidats communistes aux élections présidentielles de 2002 et 2007 », *Histoire Politique* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 16 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1068>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 septembre 2021.

Histoire Politique

---

# Deux « grands » devenus « petits » : Robert Hue et Marie-George Buffet candidats communistes aux élections présidentielles de 2002 et 2007

*From major to minor : Robert Hue and Marie-George Buffet as Communist  
candidates in the 2002 and 2007 presidential elections*

Jean Vigreux

---

- 1 « Premier parti de France » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale<sup>1</sup>, le Parti communiste français (PCF) avait su, malgré l'éviction des ministres communistes en 1947, garder voire conforter tout au long de la IV<sup>e</sup> République une large audience populaire. Ses premières difficultés électorales apparaissent avec la mise en place de la V<sup>e</sup> République. Elles sont en relation, dans un premier temps, avec le nouveau mode de scrutin. Les élections législatives de novembre 1958 se déroulent en effet au suffrage uninominal majoritaire à deux tours par circonscription, et modifient sensiblement le paysage politique. Les rapports de force de la IV<sup>e</sup> République, liés au scrutin de liste départemental à la proportionnelle, sont rompus : le PCF n'arrive pas, avec dix députés seulement, à constituer un groupe parlementaire alors que le nombre de voix qu'il rassemble (3 907 763, soit 19,2 % des suffrages exprimés) est proche de celui des gaullistes et de leurs alliés (4 165 453, soit 20,4 % une différence de 257 690 voix), qui obtiennent 198 sièges à l'Assemblée nationale.
- 2 L'élection du président de la République au suffrage universel direct, instituée par la révision constitutionnelle de 1962, constitue une étape supplémentaire en mettant fin à un tabou républicain, fondé sur le rejet du césarisme bonapartiste. Ses conséquences sont toutefois plus difficiles à appréhender sur le moment. L'élection présidentielle de 1965 donne en effet un nouveau souffle au régime : l'acculturation rapide à ce scrutin particulier n'est ensuite plus jamais remise en cause, malgré certaines

réticences républicaines et du PCF. Elle consolide en même temps la bipolarisation esquissée aux élections législatives de 1962, suscitant un espoir à gauche.

- 3 Le scrutin de 1965 à l'issue duquel le chef de l'État est, pour la première fois depuis 1848, élu au suffrage universel direct, se déroule dans un contexte marqué par la remontée des gauches à l'échelle nationale, déjà perceptible aux élections cantonales de 1964 puis aux élections municipales et sénatoriales de 1965<sup>2</sup> où la majorité gaulliste est quelque peu contestée. Le général de Gaulle, président sortant dont la réélection doit être – dans l'esprit du président sortant – un « plébiscite », débouche certes sur sa victoire mais au second tour seulement et avec une forte bipolarisation droite-gauche. Le PCF est en bonne partie responsable de cette situation inattendue pour les gaullistes. Décidé à contrer la candidature de Gaston Defferre (« Monsieur X »), hostile à toute alliance avec les communistes<sup>3</sup>, Waldeck Rochet, nouveau secrétaire général du parti, a rencontré à plusieurs reprises François Mitterrand durant l'été 1965 dans le secret le plus absolu. Le 23 septembre, il annonce le soutien du parti à François Mitterrand : « la candidature Mitterrand peut devenir la candidature d'union de tous les partis de gauche et organisations démocratiques ». Le PSU lui apporte aussi son soutien, de telle sorte que François Mitterrand est le candidat unique des gauches, solution qui convient doublement aux communistes car il ne vient pas de la SFIO et leur permet de rester fidèles à leur refus du « pouvoir personnel » gaulliste qu'incarne le nouveau mode de désignation du président de la République.
- 4 Pourtant en 1969, après les événements de mai-juin 1968, la crise de la SFIO et la démission du général de Gaulle, le PCF accepte, à l'inverse de 1965, de participer à part entière à l'élection présidentielle : une façon de reconnaître *de facto* les institutions. Jacques Duclos, dirigeant thorézien moins novateur que Waldeck Rochet, mène une campagne pleine d'énergie malgré ses 73 ans et recueille 21,3 % des suffrages exprimés<sup>4</sup>. En 1974, retour à l'équation politique de 1965 : le PCF, Programme commun oblige, ne présente pas de candidat et soutient François Mitterrand dès le premier tour. La rupture de l'union en 1977-1978 entraîne un nouveau revirement : Georges Marchais se présente en 1981, mais il ne recueille que 15,35 % des suffrages exprimés, largement devancé par François Mitterrand (25,9 %). C'est le premier grave décrochage électoral du PCF qui le ramène soudain à son niveau d'avant-guerre<sup>5</sup>. Le deuxième décrochage, plus important encore, se produit en 1988. Concurrencé par le dissident « rénovateur » Pierre Juquin (2,10 %), André Lajoie ne recueille que 2 055 995 voix, soit 6,8 % des suffrages exprimés<sup>6</sup>, ce qui ramène cette fois le parti à son niveau des années 1920. Après la dislocation de l'URSS et du bloc soviétique, Robert Hue, candidat en 1995, obtient 8,64 % des suffrages, en progression de 600 000 voix par rapport à 1988 (2 632 460 suffrages). Ce score est perçu, avec un optimisme sans aucun doute exagéré, comme un sursaut et le marqueur d'une identité républicaine, nationale et émancipatrice en reconstruction. Mais en 2002, Robert Hue, candidat une seconde fois, ne recueille que 3,4 % des suffrages exprimés, et Marie-George Buffet 1,9 % en 2007<sup>7</sup>.
- 5 Ainsi donc, malgré ses fortes réticences initiales face à l'élection présidentielle, le PCF, parti de militants et d'élus locaux, finit par y participer régulièrement à partir de 1981. Résolu à composer avec ce scrutin au départ honni, il ne parvient cependant pas à y trouver durablement une place de premier plan, l'essai de 1969 n'ayant au bout du compte jamais été transformé. Bien au contraire, depuis quatre décennies, les élections présidentielles successives n'ont cessé, mis à part l'éphémère et très relatif regain de 1995, d'enregistrer un déclin électoral qui semble irrémédiable. Le décrochage qui

s'est opéré dès 1981, particulièrement sensible chez les soutiens les plus solides de la période antérieure, à savoir les 18-24 ans et les ouvriers, loin de s'enrayer, n'a cessé de s'accroître jusqu'à aujourd'hui, voyant le PCF passer au fil des années nettement sous la barre des 10 % dans toutes les catégories de votants. Les deux derniers scrutins où le parti s'est présenté, en 2002 et en 2007, marqués par des résultats catastrophiques, achèvent en quelque sorte le processus de marginalisation des communistes dans le système partisan, entamé depuis la fin des années 1970, et offrent un bon terrain d'analyse pour tenter d'en comprendre les divers aspects<sup>8</sup>.

## La candidature de Robert Hue en 2002

- 6 En 2002, le PCF, ayant participé activement au gouvernement de « la gauche plurielle » dirigé par Lionel Jospin, espère bénéficier de son bilan. La situation est en réalité tout autre. Les déceptions et les déboires de la gauche gouvernementale l'emportent de loin et l'abstention populaire est très forte. Cette dynamique particulière était déjà repérable dans les élections municipales de 2001, marquées par un net recul à gauche, même s'il était en partie masqué, au moins pour les socialistes, par la conquête de villes « bourgeoises » comme Paris, Lyon, voire Dijon.
- 7 Roger Martelli a souligné comment « l'assise municipale du PCF se réduit alors encore un peu plus. Les 1 124 municipalités communistes et « apparentées » de 1989 et les 873 de 1995 ne sont plus que 786 au printemps 2001, dont 130 ne sont pas dirigées par un membre du PCF<sup>9</sup> ». Le processus de déclin ne s'enraye donc pas. Il se transforme au contraire en recul historique. Toutefois, l'organisation partisane avec ses élus locaux encore assez nombreux permet à son candidat d'obtenir aisément les 500 parrainages pour se présenter aux élections présidentielles – ils doivent être répartis dans au moins trente départements, avec pas plus de cinquante signatures par département<sup>10</sup>.
- 8 Au total, ce sont plus de 850 signatures qui sont déposées le 1<sup>er</sup> avril 2002 par Robert Hue, alors que la presse s'interroge au même moment sur les difficultés de Jean-Marie Le Pen à recueillir les siennes<sup>11</sup>. À l'échelle locale, on voit toutefois des disparités fortes qui reproduisent la carte de l'implantation communiste, même si la liste publiée par le Conseil constitutionnel est un tirage au sort de 500 noms sur les 850<sup>12</sup>. Une douzaine de départements n'offre aucun parrainage<sup>13</sup> tandis qu'on retrouve les zones de forte implantation où le parti a des maires (293 tirés au sort dans la liste), des conseillers généraux (plus de 90), des conseillers régionaux (plus de 95), sans oublier les parlementaires (9 députés, 10 sénateurs) et les députés européens (3). Cette géographie électorale fait, sans surprise, ressortir quatre zones d'implantation principales : « banlieue rouge » parisienne, Nord-Pas-de-Calais, Sud-Est et bordure occidentale du Massif central.
- 9 Robert Hue candidat bénéficie de son expérience positive de 1995. Il mène une campagne de terrain, celle d'un homme qui a une longue expérience politique d'élu local<sup>14</sup>, maire de Montigny-lès-Cormeille depuis 1977, et de député du Val-d'Oise. La spécificité des élections de 2002 tient à plusieurs facteurs. On assiste à un émiettement des candidatures, aussi bien à droite qu'à gauche. Au total seize candidats s'affrontent, un record absolu sous la V<sup>e</sup> République. À gauche, Lionel Jospin n'arrive pas à rassembler son camp et, pire encore, pas même « à se revendiquer de sa propre famille politique : "le projet que je propose n'est pas socialiste"<sup>15</sup> ». Tous les leaders de la gauche plurielle sont sur les rangs : Robert Hue (PCF), Jean-Pierre Chevènement

(Mouvement des citoyens, MDC), Christiane Taubira (Parti radical de gauche, PRG) et Noël Mamère (Les Verts), sans oublier les trois candidats trotskistes, Arlette Laguiller (UCI-LO), le jeune postier Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire, LCR) et Daniel Gluckstein (Parti des travailleurs, PT)<sup>16</sup>.

- 10 La campagne de Robert Hue veut incarner le renouveau avec un slogan simple : « La France, c'est vous ». Il pense ainsi ancrer sa candidature dans l'histoire nationale et populaire tandis qu'Olivier Besancenot offre un débouché plus social et altermondialiste avec le slogan « Nos vies valent plus que leurs profits », et qu'Arlette Laguiller se présente, pour la cinquième fois consécutive, dans la tradition politique de son parti avec le slogan « Toujours le camp des travailleurs<sup>17</sup> ». Dès 2001, Robert Hue a entamé un tour de France des nombreuses entreprises qui connaissent des conflits sociaux, afin d'asseoir sa candidature dans le monde du travail et de renouer avec la France des luttes ouvrières. En octobre 2001, le congrès extraordinaire du parti le nomme président du PCF et Marie-George Buffet le remplace au secrétariat national, fonction qu'il occupait depuis 1994 : un attelage bicéphale qui ne fonctionne pas toujours, loin s'en faut.
- 11 C'est le 8 janvier 2002 que Robert Hue lance sa campagne<sup>18</sup>, quelques mois avant l'ouverture de la campagne officielle. Dans son discours de présentation de candidature, il refuse de « renvoyer droite et gauche dos à dos » tout en souhaitant « contribuer à ouvrir une perspective concrète de mettre un terme à la vague "ultralibérale" qui a submergé la France et l'Europe, et fait tant de dégâts sociaux et humains ». Le candidat place également sa campagne sous le signe du sérieux et de « la vraie gauche », n'épargnant pas Lionel Jospin qui accepte, lors du sommet européen de Barcelone en mars 2002, l'allongement de l'âge du départ à la retraite et « l'ouverture du capital » d'EDF et GDF.

Illustration 1 : tract de la campagne électorale de 2002



Iconographie fournie par C. Lahu (Archives du PCF)

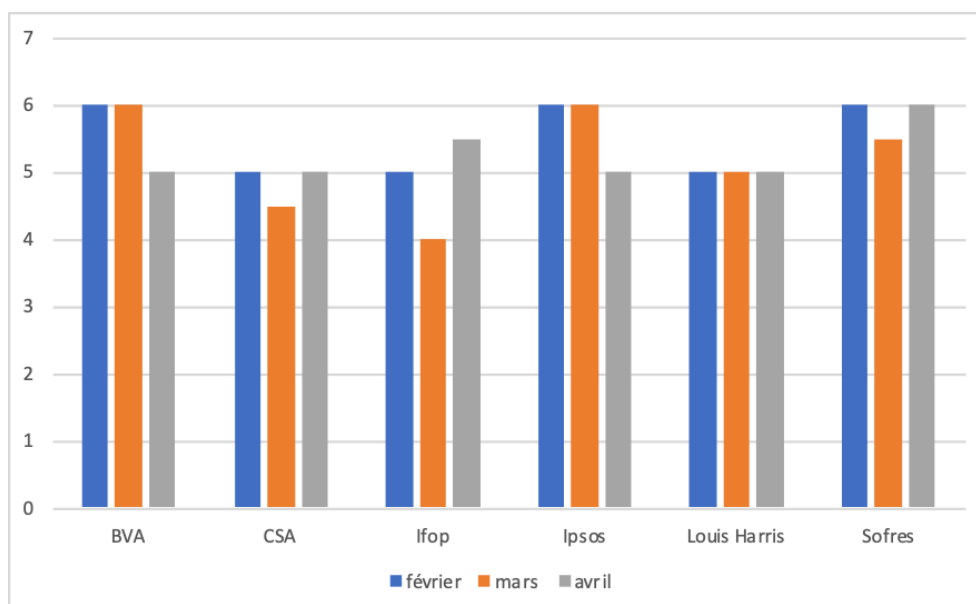
Illustration 2 : tract de la campagne électorale de 2002



Iconographie fournie par C. Lahu (Archives du PCF)

- 12 Le PCF mobilise ses militants. Il compte encore 125 547 cartes placées en 2002<sup>19</sup>, même si depuis 1998, la perte annuelle d'adhérents oscille entre 10 % et 15 %. Les élus sont aussi mobilisés, mais malgré cet effort, Robert Hue n'arrive pas à convaincre. Il apparaît en effet comme un des acteurs du gouvernement qui a conduit la politique de la France depuis cinq années et donc comptable de son bilan, bien qu'il essaie de s'en démarquer. D'aucuns, bien qu'ironisant sur son allure et jouant sur les stéréotypes, posent une question de fond, comme le sociologue Philippe Braud qui écrit :
- « Le collier de barbe (coupe Camif) d'un Robert Hue plaît certainement à des catégories de population où les enseignants du primaire et du secondaire ne sont pas sous-représentés ; mais ailleurs<sup>20</sup> ? »
- 13 Pour comprendre les difficultés du candidat communiste à se faire entendre, il faut également mentionner la division des gauches et ses enjeux. Tout ce qui avait constitué depuis de nombreuses années le ciment de l'unité s'est délité : non seulement le souvenir du Programme commun et du second tour de l'élection de 1981, mais aussi les espoirs du « droit d'inventaire » invoqué par Lionel Jospin.
- 14 Ajoutons à cela le bilan du gouvernement de la gauche plurielle, décevant sur le plan social, et les effets induits par l'effondrement du bloc de l'Est. « Le PCF s'est montré comme tétanisé », selon les mots de Dominique Andolfatto<sup>21</sup>, tandis que l'historien britannique Tony Judt considère avec justesse que la « stratégie du PCF est principalement dictée par ce que disent et font les socialistes<sup>22</sup> ». L'espace politique communiste étant complètement polarisé par le PS, l'ouverture à gauche ne peut dès lors se faire qu'autour de l'altermondialisme et des formations trotskistes.
- 15 Une analyse des sondages, réalisés de janvier à avril 2002, montre une grande stabilité : Robert Hue oscille entre 4 et 6 % des intentions de vote, signe d'une campagne qui ne décolle pas, et est toujours devancé par Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement, Arlette Laguiller et Noël Mamère alors qu'il l'emporte sur Christiane Taubira et Olivier Besancenot.

Synthèse des sondages intention de vote en faveur de Robert Hue en % (février-avril 2002)





- 16 Cette absence de dynamique n'est pas suffisamment analysée par le secrétariat national du PCF et l'équipe de campagne du candidat qui gardent cette ligne de critique de Lionel Jospin et de l'extrême gauche alors qu'à quelques jours des élections la SOFRES ne le crédite que de 6 %. Robert Hue qui a tenu son premier meeting de campagne à Nantes le 18 janvier, oriente son discours sur « l'audace sociale ». Devant « 1 500 personnes rassemblées à la Cité des Congrès » qui n'avait pas fait le plein, en cette période hivernale, il reprend également un thème lancé par les Restos du Cœur : « Aujourd'hui, on a plus le droit d'avoir faim, ni d'avoir froid ». Au cours de ce meeting, accompagné de Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF et ministre des Sports et de la Jeunesse, il a dressé le bilan de la gauche plurielle : « cinq années qui vous laissent aussi insatisfaits. (...) Trop de souffrances perdurent, l'insécurité, l'homophobie, les sans-papiers et les minimas sociaux. Ce gouvernement n'a pas suffisamment osé prendre l'argent où il est<sup>23</sup> ». Toute l'ambiguïté de la campagne se lit ici, entre critique de gauche et responsabilité gouvernementale. Cette ligne est reprise dans *L'Humanité* du 31 janvier qui publie une « Adresse aux Françaises et aux Français » de Robert Hue appelant à voter « pour redonner toutes ses couleurs à la gauche, pour une autre politique à gauche ».
- 17 Lorsque la presse souligne les difficultés du candidat communiste en février, *L'Humanité* (19 février 2002) riposte en martelant que Robert Hue « dérange » et qu'il ne faut pas faire fi du premier tour. Le 8 mars, au siège du PCF, Robert Hue présente les « 25 engagements majeurs » de son programme : augmentation de 300 euros du SMIC, des petites retraites et des minima sociaux, une allocation d'autonomie de 700 euros par mois pour les jeunes de 18 à 25 ans qui le souhaitent, le droit de regard des salariés dans la gestion de leur entreprise, l'instauration de la proportionnelle à tous les scrutins, le droit de vote des résidents étrangers, la régularisation des sans-papiers et l'abandon de la double peine, etc. Au cours de cette prise de parole publique, il fustige Lionel Jospin qui fait « la course aux électeurs centristes » et, en même temps, Arlette Laguiller qui s'enferme dans la « contestation stérile sans lendemain ». Puis il affirme quelques jours plus tard, que le PCF « ne participera pas à un gouvernement de centre-gauche » afin de ne pas « céder à une certaine pression néolibérale » qu'incarne Lionel Jospin.
- 18 Au cœur de la campagne, Dominique Grador, présidente du Conseil national (CN), déclare qu'« à moins de trois semaines du premier tour, une seule chose est sûre : Chirac et Jospin s'affronteront au second. Il n'y a donc aucun risque cette fois d'y retrouver deux candidats de droite », et appelle à voter en faveur de Robert Hue dès le premier tour pour ancrer à gauche la campagne électorale<sup>24</sup>.
- 19 Devant 6 000 personnes au Zénith à Paris, le 11 avril, le candidat persiste en dénonçant « les vieilles pratiques hégémoniques » et la « politique fadasse » de Jospin. Pour son dernier meeting à Lille, le 18 avril 2002, il ne déroge pas à cette ligne et assure que « le résultat des élections n'est pas joué d'avance »<sup>25</sup> précisant au même moment dans *Le Monde* du 19 avril : « ni M. Besancenot ni M<sup>me</sup> Laguiller ne peuvent prétendre rassembler [la] gauche anticapitaliste quand ils risquent de contribuer à la faire perdre en faisant le jeu de la droite au second tour ». Il estime que la progression d'Arlette Laguiller « se fait davantage au détriment du PS et de Noël Mamère » qu'au sien. Il affirme d'autre part que « le vrai rapport de forces [au sein de la gauche] ne pourra être mesuré qu'au lendemain des élections législatives ». Le résultat n'est toutefois pas du



tout à la hauteur des attentes : Robert Hue obtient 3,37 % des suffrages exprimés et Lionel Jospin n'est pas au second tour.

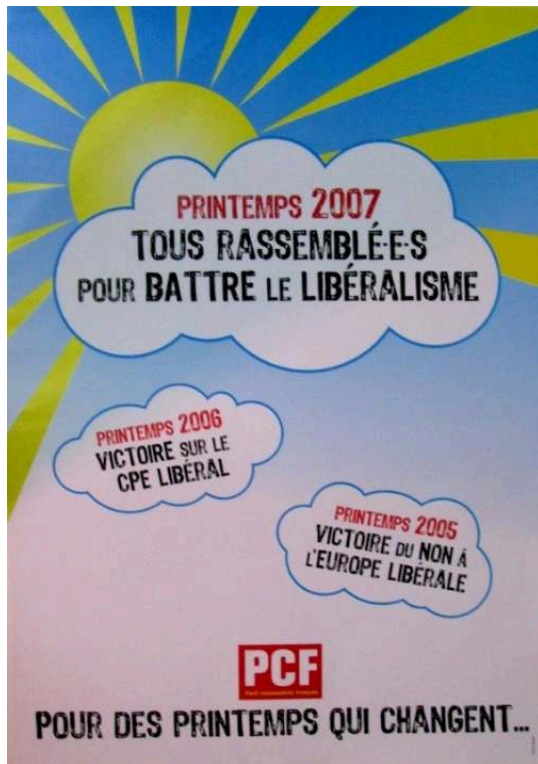
## La candidature de Marie-George Buffet en 2007

- 20 Cinq ans plus tard, c'est Marie-George Buffet qui porte les couleurs du PCF. Après s'être mise en congé du secrétariat national, elle annonce sa candidature depuis le « préau de l'école Jules-Ferry, au Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis » avec « la conviction profonde que ce que tous ensemble nous avons réalisé le 29 mai 2005, nous pouvons le rééditer<sup>26</sup> ». De fait, la campagne électorale qui a précédé le référendum pour la ratification du Traité constitutionnel européen (TCE) a été l'occasion d'une mobilisation considérable des partisans du « non de gauche » à la suite de « l'appel des 200 », lancé à l'initiative de la Fondation Copernic. Après avoir hésité, la direction du PCF s'est engagée pleinement dans cette dynamique collective qui triomphe le 29 mai 2005 : le « non » l'emporte avec 54,7 % des suffrages exprimés. Selon les sondages réalisés à la sortie des urnes, les électeurs de gauche, y compris ceux du PS, ont majoritairement repoussé le traité.
- 21 Un an plus tard, en mai 2006, un nouvel appel est lancé « pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes ». Le PCF signe d'emblée ce texte, alors que la LCR s'y refuse. Des « collectifs antilibéraux » se mettent alors en place et la direction du PCF considère que le vote majoritaire de ces collectifs pour Marie-George Buffet, en décembre 2006, est un signe fort en sa faveur. Cependant, si elle prétend dès lors incarner l'ensemble des forces populaires et antilibérales opposées au TCE, elle n'en échoue pas moins rapidement à fédérer tous les partenaires engagés côte à côte en 2005, nombre d'entre eux considérant « que son statut de chef de parti ne se prête pas à une candidature de rassemblement<sup>27</sup> ». Finalement, il n'y a pas de candidature d'union. Marie-George Buffet le déplore :
- « Beaucoup de militants des collectifs antilibéraux sont aujourd'hui déçus, comme je le suis, de l'incapacité des organisations à déboucher sur un accord positif. »
- 22 Quoi qu'il en soit, la préoccupation première de la grande majorité des électeurs et électrices de gauche au printemps 2007 consiste bien moins à rejouer 2005 qu'à ne pas revivre le séisme politique sans précédent du 21 avril 2002. Cela a pour principal effet que le « vote utile » se porte en priorité sur Ségolène Royal, candidate socialiste, d'autant que la candidature de Nicolas Sarkozy accentue le clivage gauche-droite. En outre, la candidate communiste est concurrencée par d'autres acteurs qui ont aussi mené activement la campagne du « non » au TCE, à commencer par José Bové et Olivier Besancenot. Entre « vote utile » et attentes des altermondialistes, son espace politique est donc très restreint. Cela se traduit durant la campagne par le refus, tout à fait inédit, de certains élus communistes de lui donner leurs parrainages, à l'image de Patrice Leclerc qui s'en explique<sup>28</sup> et signe pour José Bové. La liste publiée au *Journal officiel* comporte, comme en 2002, 500 noms<sup>29</sup>, alors que la candidate a déposé, le 16 mars, 900 parrainages. Dans une conférence de presse, elle appelle devant le Conseil constitutionnel « les hommes et les femmes de gauche à réagir face à la droite de Sarkozy-Bayrou et à son extrême. Devant les attermoissements de la candidate socialiste et l'absence de dynamique à gauche, elle s'est déclarée "prête à porter le flambeau de la gauche, d'une gauche de courage et de responsabilité, une gauche fidèle à ses valeurs et

à ses combats". Car pour elle, le vote utile c'est le vote qui répond aux attentes, le vote qui porte espoir d'un véritable changement en France<sup>30</sup> ».

- 23 L'examen des signatures permet de mesurer le nouveau rétrécissement des zones de force du parti (voir annexe n° 1) où quelques départements d'implantation traditionnelle apportent plus de signatures qu'en 2002 (Cher, Corrèze, Gard, Nord, Pas-de-Calais), compensant les pertes ailleurs, notamment en banlieue parisienne.

Illustration 3 : tract de la campagne électorale de 2007



Iconographie fournie par C. Lahu (Archives du PCF)

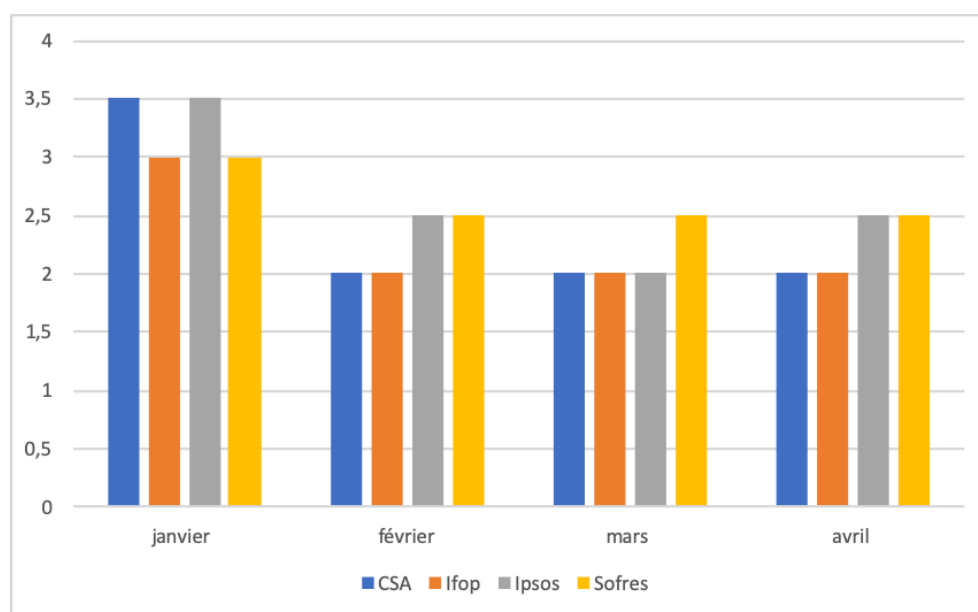
Illustration 4 : tract de la campagne électorale de 2007



Iconographie fournie par C. Lahu (Archives du PCF)

- 24 Les sondages sont globalement mauvais. La candidate oscille entre 2 et 3,5 % ; à gauche, elle devance uniquement Dominique Voynet et reste largement derrière Ségolène Royal, mais aussi par Arlette Laguiller et Olivier Besancenot. Toutefois, lors du CN, le 26 février 2007, Patrice Cohen-Séat qui présente le rapport insiste sur le fait que « sur le terrain, nous ressentons un accueil extrêmement positif, et nos initiatives connaissent un véritable succès ; et pourtant les sondages nous donnent un résultat entre 2 et 5 %. On sait qu'ils ne constituent que des instantanés et ne prédisent jamais le résultat aussi loin à l'avance, que leur marge d'erreur se situe, ce qui n'est pas mince, à plus ou moins 3 %, et même qu'ils se trompent souvent car ils doivent corriger les données brutes [...]. Malgré les apparences, la situation n'a jamais été aussi ouverte à huit semaines du scrutin ». Et d'évoquer la « volatilité des intentions de vote », repérée par les politologues, puis d'insister sur le fait que la « bipolarisation et le présidentielisme n'ont jamais été aussi écrasants. [...] Les médias semblent avoir déjà décidé qui serait au 2<sup>e</sup> tour [...] entre ceux qu'ils appellent eux-mêmes les “grands” et les “petits candidats”<sup>31</sup> ». Dans ce rapport qui montre bien les rapports de force, avec l'émergence de François Bayrou, l'orateur rappelle que la « situation n'est plus dominée comme en 2002 par la déception et la colère » à l'égard de la gauche plurielle, mais qu'on sent la « crainte de cinq années supplémentaires d'une droite très dure ». Pourtant, l'enjeu d'un « vote utile » pour ne pas revivre le 21-Avril n'est pas évoqué une seule fois.

Synthèse des sondages sur les intentions de vote en faveur de Marie-George Buffet, en % (janvier-avril 2007)



- 25 Malgré des meetings très réussis (plus de 6 000 personnes à Marseille, 1 000 personnes à Limoges et enfin 15 000 personnes à Bercy le 1<sup>er</sup> avril), Marie-George Buffet n'atteint finalement même pas le seuil des 2 %.

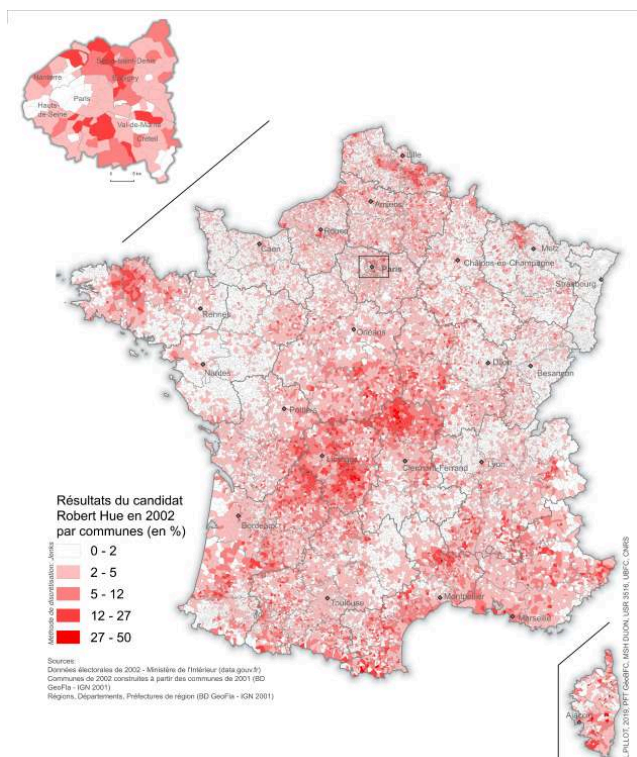
## En 2002 comme en 2007, des résultats traumatiques ou le goût amer de la débâcle

- 26 Les élections municipales de 2001 avaient marqué un recul sensible de l'implantation municipale du PCF. Les élections présidentielles de 2002 et de 2007 sont quant à elles catastrophiques à l'échelle nationale.
- 27 Le 21 avril 2002 est un véritable choc. À plusieurs titres. Non seulement le principal candidat de la gauche plurielle n'est pas qualifié pour le second tour, devancé par Jean-Marie Le Pen, mais, comme l'écrit Roger Martelli, « le PCF n'a pas profité des malheurs du Premier ministre, bien au contraire<sup>32</sup> ». Alors que les ministres communistes sont restés jusqu'au bout dans le gouvernement Jospin, pris dans la logique de « la gauche plurielle » et incapables de peser sur la politique du gouvernement, Robert Hue n'a pas convaincu de l'intérêt qu'il y aurait à voter pour lui. Robert Hue, sixième des candidats de gauche sur huit, réalise en effet le plus faible score d'un candidat communiste à une élection présidentielle depuis 1969. Pour la première fois, certains évoquent, comme Dominique Andolfatto, l'idée de « liquidation », voire d'« extinction » du PCF<sup>33</sup>.
- 28 Le déclin du PCF au profit du PS mais aussi de l'extrême gauche s'est, à l'évidence, accéléré avec l'implosion du bloc soviétique, même si en 1995, il avait temporairement repris une petite partie du terrain perdu. Ce déclin se produit dans une chronologie décalée du fait, entre autres, des effets induits de la publication du *Livre noir du communisme* en 1997, sorti à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la révolution bolchevique en 1917<sup>34</sup>. Certes, cet ouvrage n'est pas la cause principale de la grave crise que traverse le parti, loin s'en faut, mais sa très large réception, notamment à travers sa vente dans les grandes surfaces, participe de cette déconstruction de la mythologie communiste

dans la société française au moment même où des ministres communistes sont à l'œuvre dans une nouvelle expérience gouvernementale dont ils n'ont pas la maîtrise. Ce véritable *best-seller* qu'est le *Livre noir*, très médiatisé, a donné lieu à de multiples débats à la radio, à la télévision et dans la presse écrite. Il en ressort que le parti des grèves du Front populaire, de la Résistance et des grandes réformes sociales et économiques de la Libération n'est plus perçu que sous l'angle criminogène. Le député de l'Union pour la démocratie française (UDF) Charles de Courson brandit dans l'enceinte de l'Assemblée nationale un exemplaire du *Livre noir* pendant que son collègue Michel Voisin interpelle le Premier ministre Lionel Jospin : face à « 85 millions de morts », comment compte-t-il faire « pour que soient établies les responsabilités de ceux qui ont soutenu ces abominations<sup>35</sup> ? ».

- 29 Dès lors, Robert Hue a beau condamner *Le Livre noir*, « dans lequel il voit "un minutieux travail d'historiens" mais aussi une "opération politique visant à identifier communisme et crime, communisme et nazisme, jusqu'à y inclure des communistes français". [...] "On est là bien près, estime le secrétaire national, des élucubrations d'un Le Pen" et d'un projet de "procès de Nuremberg du communisme"<sup>36</sup> », il n'arrive pas à enrayer un processus qui lui échappe totalement. D'autant qu'il proclame, en contradiction avec ce qui précède, être « prêt à faire table rase des dogmes du communisme<sup>37</sup> », brouillant un peu plus, dans un contexte tout sauf favorable, la question des rapports hautement contradictoires du PCF avec le stalinisme.
- 30 Ajoutons qu'en 2002, Lionel Jospin, tout en défendant ardemment le PCF face aux droites et donnant des gages de respectabilité à son allié communiste, favorise en sous-main l'émergence du candidat Olivier Besancenot, poussant le PS à lui accorder un certain nombre de parrainages<sup>38</sup>. Robert Hue considère aujourd'hui que la manœuvre du PS avait pour but de réduire l'influence du PCF<sup>39</sup>, sans qu'il ait à l'époque mesuré cette menace.
- 31 Le 21 avril, le candidat communiste est dépassé pour la première fois de son histoire par deux candidats trotskistes. Tandis qu'il recueille 960 480 voix (3,37 % des suffrages exprimés), Arlette Laguiller (LO) en obtient 5,72 % et Olivier Besancenot (LCR), 4,25 % – le troisième candidat trotskiste, Daniel Gluckstein (PT), n'en recueille que 0,47 %<sup>40</sup>.
- 32 Observons de plus près ces résultats historiquement bas. En premier lieu, Robert Hue ne dépasse 5 % que dans treize départements et trois régions (Nord-Pas-de-Calais, Limousin, Corse). De façon plus frappante encore, si l'on change d'échelle en observant les votes par cantons fournis par le ministère de l'Intérieur, il n'arrive en tête des seize candidats que dans deux cantons : Bourbon-L'Archambault dans l'Allier, avec 746 voix (20,65 % des suffrages exprimés), et Divion dans le Pas-de-Calais, avec 1 716 voix (18,55 %), alors qu'en 1995, il était arrivé en tête dans soixante cantons sur les quelque 4 000 que compte le pays. Il ne dépasse 10 % des suffrages exprimés que dans 113 cantons. La carte réalisée à l'échelle des communes<sup>41</sup> montre cette considérable érosion à une échelle plus fine encore, même si l'on repère, de façon très atténuée, les zones de force traditionnelles du parti.

## Résultats du candidat Robert Hue en 2002 (en %)



Source : Données électorales de 2002. Ministère de l'Intérieur (data.gouv.fr). Communes de 2002 construites à partir des communes de 2001 (BD GeoFia - IGN 2001)

© Lucile Pillot, 2019. Pft GéoBFC, MSH Dijon, USR 3516, UFBC, CNRS

- 33 Dans l'ensemble, Robert Hue arrive le plus souvent derrière Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, ne recueillant que 4 % de l'électorat des ouvriers et employés : du jamais vu. Sans compter que le poids de l'abstention (28,4 %) atteint un record depuis 1965 et qu'« un quart des suffrages exprimés se sont dirigés vers des candidats qui ont atteint moins de 5 % des suffrages exprimés ; près de la moitié vers des candidats qui ont atteint moins de 10 % des suffrages exprimés<sup>42</sup> ».
- 34 Face à l'extrême droite, le PCF, comme le reste des gauches, appelle à faire barrage à Jean-Marie Le Pen au second tour et participe ainsi à l'élection de Jacques Chirac, ce qui provoque de profondes désillusions. Enfin, aggravant une situation déjà très délicate, le PCF n'est pas remboursé de sa campagne électorale, ce qui lui coûte plus de 4,6 millions d'euros<sup>43</sup>. Au sein du CN, des « bouches s'ouvrent » pour dénoncer la ligne politique suivie :
- « "Le résultat sanctionne une conception de la mutation qui a dilué notre identité, opportuniste, de la participation au gouvernement, le recul dans la lutte (...)", déclare Nicolas Marchand du Val-de-Marne, alors que Marie-George Buffet insiste sur un "débat dans le parti, avec beaucoup d'écoute, de soin, de respect pour les hommes et les femmes du collectif communiste."<sup>44</sup> »
- 35 Cinq ans plus tard, en 2007, Marie-George Buffet, après avoir finalement obtenu les 500 signatures nécessaires pour se présenter<sup>45</sup>, ne rassemble que 707 268 voix, soit 1,93 % des suffrages exprimés. Un résultat plus catastrophique encore qu'en 2002. La candidate ne dépasse 5 % dans aucun département, même dans les bastions les plus solides qu'étaient l'Allier et le Pas-de-Calais où elle atteint respectivement 4,55 % des suffrages exprimés et 3,46 %. Ce vote résiduel consacre la fin d'une implantation



nationale. On assiste ainsi en 2007 à la « dénationalisation » du vote communiste, refermant définitivement la période ouverte avec le Front populaire en 1936.

- 36 Le « vote utile » a certes fonctionné à plein en faveur de la candidate socialiste, Ségolène Royal, afin de ne pas revivre un 21-Avril, mais n'a pas empêché Olivier Besancenot, avec 1 498 581 voix et 4,08 % des suffrages exprimés, de gagner des voix par rapport à 2002 et de faire deux fois mieux que la candidate du PCF. Elle parvient toutefois à dépasser les autres candidats de gauche, Arlette Laguiller (487 857 voix, 1,33 % des suffrages exprimés), José Bové (483 008, 1,32 %), Dominique Voynet (576 666, 1,57 %) et Gérard Schivardi (123 540, 0,34 %). Au soir des élections, Marie-George Buffet déclare :

« En battant tous les scores de participation sous la V<sup>e</sup> République, notre peuple vient de montrer l'importance capitale qu'il donnait à ce scrutin manifestement dominé par une question centrale : pour ou contre Nicolas Sarkozy. Exacerbé par le présidentielisme et la médiatisation, cet enjeu a dominé tous les autres. À gauche, le dramatique danger de voir l'emporter une coalition de la droite et de l'extrême droite a produit un véritable effet de souffle du vote dit "utile" qui a joué massivement en faveur de Ségolène Royal, et même pour une part de François Bayrou. Il a particulièrement joué sur les électrices et électeurs les plus déterminés à faire gagner la gauche, et notamment un grand nombre d'électrices et d'électeurs communistes. Ces résultats ne sauraient traduire l'audience réelle du Parti communiste dans notre pays<sup>46</sup>. »

- 37 Mais pour la deuxième fois en cinq ans, le PCF ne peut être remboursé de sa campagne électorale<sup>47</sup>. Comme en 2002, une souscription militante est lancée pour tenter de combler le déficit mais n'empêche pas le parti de devoir se séparer de plusieurs salariés ou permanents. Comme l'écrit avec lucidité et amertume Patrice Cohen-Séat, chargé de la communication du parti : « L'Histoire est passée comme à côté de nous<sup>48</sup> », ouvrant de fait un nouveau cycle, celui de la marginalisation du PCF qui dorénavant choisit, pour survivre, de s'inscrire dans la logique du Front de gauche, emmené par Jean-Luc Mélenchon, sans rompre pour autant totalement avec le PS dans le cadre d'accords municipaux, départementaux ou régionaux. Il va plus loin au CN des 22 et 23 juin 2007, en déclarant :

« 1,93 % caractérise notre incapacité à nous faire entendre. Comme on ne change pas un peuple, c'est nous qui devons nous changer. Beaucoup, sur la planète, cherchent comme nous. Les peuples relèvent la tête. Cela ouvre des possibilités si nous savons assumer l'effort d'innovation et de transformation de nous-mêmes, vital pour faire vivre notre idéal d'émancipation<sup>49</sup>. »

- 38 Les élections présidentielles de 2002 et 2007 constituent pour le PCF un véritable choc. En sept ans, de 1995 à 2002, il perd 1 671 980 voix et en douze ans, 1 925 192 voix, près de 2 millions d'électeurs.
- 39 Pour Julian Mischi, la cause essentielle de ces deux lourds échecs successifs est d'abord à chercher dans la stratégie du PCF qui ne donne plus la priorité aux classes populaires depuis les années 1990, mais s'adresse à tous, prétendant représenter la société française dans sa « diversité<sup>50</sup> ». De surcroît, pèsent lourdement les enjeux électoraux au sein des municipalités, des départements et des régions où le PCF privilégie l'alliance avec le PS afin de conserver ses élus : de fait, il perd sa « fonction tribunicienne<sup>51</sup> ». Les classes populaires se sentent dès lors abandonnées face au chômage de masse et s'abstiennent massivement aux élections ou votent pour le FN. « Au début des années 1960, un tiers des ouvriers affirmaient dans les sondages leur propension au vote communiste ; en 1973, ce pourcentage était monté à 37 %, nettement devant le PS



(27 %) et la droite gaulliste (21 %), tandis que l'extrême gauche, avec ses 4 %, laissait indifférente l'immense majorité des contingents prolétariens. À l'élection présidentielle de 1988 encore, François Mitterrand rassemblait à lui seul 43 % du vote ouvrier au premier tour. En 1995, la situation est complètement inversée : les ouvriers votent majoritairement à droite, le premier vote ouvrier est celui du Front national (27 %), suivi du PS (21 %) et du PCF, à égalité avec le RPR (15 %). Cette année-là, les ouvriers ne sont que 7 % et les employés 8 % à voter en faveur de la candidate de Lutte ouvrière<sup>52</sup>. » À partir de 2002, le déclin s'est encore aggravé puisque le PCF, après cinq années de soutien à la logique de la gauche plurielle, ne recueille plus que 3 % du vote ouvrier et 4 % du vote employé, contre 16 % et 17 % en faveur des trois candidats trotskistes. Le PCF passe alors nettement sous la barre des 10 % dans toutes les catégories de la société française. Dorénavant, il ne tente plus que de conjurer le déclin.

- 40 Ces résultats électoraux, ramenés à la sociologie du parti, renvoient donc clairement au processus, repéré notamment par Julian Mischi, de « dés-ouvriérisation » du parti. Alors que les ouvriers étaient majoritaires comme délégués aux congrès du PCF (plus de 50 % en 1967), ils ne sont qu'à peine 20 % après 1996, sans que les autres catégories populaires compensent ces pertes, laissant une part plus importante aux ITC (ingénieurs, techniciens et cadres) et plus encore aux enseignants<sup>53</sup>.
- 41 Parallèlement à cette analyse sociologique, on ne peut qu'être frappé par la concomitance de l'effondrement électoral du PCF avec l'effondrement du bloc soviétique et le triomphe du néolibéralisme à l'échelle mondiale – ce que Francis Fukuyama appelle dans un article célèbre « la fin de l'histoire<sup>54</sup> ».
- 42 Au début des années 1990, alors que l'URSS éclate en quinze états indépendants et que le Parti communiste italien décide, sous la direction d'Achille Occhetto, son autodissolution au sein d'une nouvelle formation, le Partito Democratico della Sinistra (PDS), le PCF choisit de se maintenir. Mais, au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle, il est devenu une force marginale, n'ayant pas réussi à accomplir la mutation nécessaire en rompant totalement avec la matrice bolchevique de 1920. De fait, ce moment 2002-2007 vient clore un mouvement de longue durée, jalonné par l'impossible *aggiornamento* qu'avait souhaité Waldeck Rochet dans les années 1960, puis l'échec de l'eurocommunisme dans les années 1970 et enfin la tentative manquée d'ouverture après le départ de Georges Marchais dans les années 1990, cela sur fond d'un total changement du profil sociologique des adhérents et des cadres.
- 43 Un tel déclin traduit sans doute l'échec à répondre à une question fondamentale, posée déjà au congrès de la SFIO à Tours en décembre 1920 : comment bâtir une société socialiste débarrassée du capitalisme et des rapports sociaux qu'il induit, sans renoncer pour autant à l'idéal démocratique porté par les républicains depuis la Révolution de 1789 ? La prétention des communistes français de concilier soutien à l'URSS telle qu'elle s'était construite depuis 1917 et adhésion aux principes de la République s'est au bout du compte révélée définitivement intenable, cela au moment même où les socialistes, restés fidèles à « la vieille maison », finissaient d'abandonner toute volonté de transformer radicalement la société.

## ANNEXES

### Les parrainages publiés

Département	Nombre de parrainages en 2002	Nombre de parrainages en 2007
Ain	2	2
Aisne	3	5
Allier	21	17
Alpes-de-Haute-Provence	10	5
Hautes-Alpes	1	0
Alpes-Maritimes	4	6
Ardèche	6	5
Ardennes	3	1
Ariège	0	5
Aube	5	2
Aude	7	8
Aveyron	1	0
Bouches-du-Rhône	17	8
Calvados	2	3
Cantal	0	1
Charente	4	3
Charente-Maritime	2	2
Cher	3	11
Corrèze	13	19
Corse	4	2
Haute-Corse	4	6
Côte-d'Or	1	3
Côtes-d'Armor	10	12

Creuse	5	4
Dordogne	15	14
Doubs	1	0
Drôme	1	3
Eure	8	6
Eure-et-Loir	1	1
Finistère	0	4
Gard	12	21
Haute-Garonne	9	6
Gers	8	8
Gironde	5	4
Hérault	4	5
Ille-et-Vilaine	1	0
Indre	3	5
Indre-et-Loire	3	4
Isère	9	6
Jura	5	3
Landes	9	7
Loir-et-Cher	2	2
Loire	5	3
Haute-Loire	1	1
Loire-Atlantique	2	5
Loiret	3	2
Lot	3	4
Lot-et-Garonne	7	5
Lozère	3	5
Maine-et-Loire	1	2

Manche	1	1
Marne	2	2
Haute-Marne	3	1
Mayenne	0	0
Meurthe-et-Moselle	8	10
Meuse	2	1
Morbihan	2	1
Moselle	1	2
Nièvre	7	4
Nord	24	41
Oise	4	4
Orne	0	0
Pas-de-Calais	15	26
Puy-de-Dôme	9	7
Pyrénées-Atlantiques	1	1
Hautes-Pyrénées	3	9
Pyrénées-Orientales	9	9
Bas-Rhin	0	0
Haut-Rhin	0	1
Rhône	8	9
Haute-Saône	7	3
Saône-et-Loire	4	3
Sarthe	6	3
Savoie	2	3
Haute-Savoie	3	2
Paris	6	7
Seine-Maritime	12	15

Seine-et-Marne	5	7
Yvelines	4	3
Deux-Sèvres	2	1
Somme	7	3
Tarn	2	3
Tarn-et-Garonne	1	1
Var	6	3
Vaucluse	1	3
Vendée	1	2
Vienne	2	4
Haute-Vienne	5	4
Vosges	1	4
Yonne	7	4
Territoire-de-Belfort	0	0
Essonne	4	3
Hauts-de-Seine	11	4
Seine-Saint-Denis	22	11
Val-de-Marne	18	13
Val-d'Oise	6	4
Guadeloupe	1	0
Martinique	0	0
Guyane	0	0
La Réunion	3	1
Mayotte	0	0
Sous total	497	499
Parlementaires européens	3	0
Français de l'étranger	0	1

Total	500	500
-------	-----	-----

## NOTES

1. Voir Roger Martelli, Jean Vigreux et Serge Wolikow, *Le parti rouge. Une histoire du PCF 1920-2020*, Paris, Armand Colin, 2020 (et en particulier les chapitres 7 à 12, sans oublier les annexes sur les effectifs, les élections et la sociologie du vote p. 276-303).
2. Voir Fabien Conord, *Les élections sénatoriales en France (1875-2015)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
3. Aux élections municipales de mars 1965, il a mis en place une « alliance avec le centre et la droite non gaulliste rappelant la stratégie de “troisième force” », publiant même une affiche défendant le localisme marseillais face à ses adversaires gaullistes et communistes : « Paris veut Comiti [candidat gaulliste], Moscou veut Billoux [candidat communiste], Marseille veut Defferre ». Anne-Laure Ollivier, *Gaston Defferre. Un socialiste face au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969*, thèse de doctorat en histoire, ENS Cachan, 2011.
4. Lors d'un entretien (8 mars 1995, Palais de l'Élysée), Maurice Benassayag me confia : « Les conventionnels [la CIR était alors le parti de François Mitterrand] ont voté Duclos contre Defferre pour faire la démonstration que, hors de l'alliance avec le PCF, il n'existait pas de gauche majoritaire en France. » Jean Vigreux, *Waldeck Rochet, une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000, p. 290.
5. Sur ce premier décrochage du PCF à partir de 1981, voir Jean Ranger, « Le déclin du Parti communiste français », *Revue française de science politique*, n° 1, 1986, p. 46-63 ; Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995 ; Roger Martelli, Jean Vigreux, Serge Wolikow, *Le parti rouge...*, op. cit., chap. 10.
6. Jean Vigreux, « Le PCF 1984-1988 : le temps du déclin », dans Georges Saunier (dir.), *Mitterrand, les années d'alternances, 1984-1988 et 1986-1988*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2019, p. 786-808.
7. La réforme constitutionnelle de 2000 a réduit la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans.
8. Bernard Pudal, « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, n° 5-6, octobre-décembre 2002, p. 545-559.
9. Roger Martelli, *L'archipel communiste une histoire électorale du PCF*, Paris, Éditions sociales, 2008, p. 109.
10. Au total, en 2002, les candidats peuvent solliciter plus de 46 000 « parrains » et 17 815 ont donné leur signature à un candidat (soit 38,72 %).
11. [https://www.lemonde.fr/archives/article/2002/04/01/deja-onze-candidats-a-l-election-presidentielle\\_269170\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/2002/04/01/deja-onze-candidats-a-l-election-presidentielle_269170_1819218.html) [lien consulté le 14/06/2021]
12. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000407519> [lien consulté le 14/06/2021].
13. Voir annexe.
14. Entretien avec Robert Hue, le 14 avril 2021. Je remercie vivement M. Robert Hue pour le temps accordé et la richesse de nos échanges. J'ai tenté de joindre M<sup>me</sup> Marie-George Buffet, mais en vain.
15. Bastien François, « Histoire des candidatures à l'élection présidentielle », *Pouvoirs*, n° 138, 2011, p. 10.
16. À droite : François Bayrou (Union pour la démocratie française), Christine Boutin (Forum des républicains sociaux), Jacques Chirac (Rassemblement pour la République), Jean-Marie Le Pen (FN), Corinne Lepage (CAP 21 : Citoyenneté, Action, Participation pour le 21<sup>e</sup> siècle), Alain

Madelin (Démocratie libérale), Bruno Mégret (Mouvement national républicain), Jean Saint-Josse (Chasse Pêche Nature et Traditions).

17. Ludvine Bantigny, *La France à l'heure du monde, de 1981 à nos jours*, Paris, Seuil, 2013, p. 121.

18. Si les archives de cette période sont actuellement en cours de classement au siège du PCF, avant d'être versées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Corentin Lahu, archiviste, m'a permis d'en avoir les principales références et je l'en remercie vivement. Il s'agit essentiellement du *Bulletin de liaison des communistes* qui retranscrit les discussions du Conseil national (CN). Pour l'instant les archives de direction (secrétariat) ne sont pas accessibles.

19. Voir Roger Martelli, *Prendre sa carte 1920-2009*, Bobigny, Fondation Gabriel Péri-AD93, 2010, p. 48.

20. Philippe Braud, « L'enjeu de la personnalité dans le scrutin présidentiel, 2002 ». <hal-01063522> .

21. Dominique Andolfatto, *PCF, de la mutation à la liquidation*, Monaco, Éditions du Rocher, 2005.

22. Tony Judt, cité par Ludvine Bantigny, *La France à l'heure du monde*, op. cit., p. 117.

23. « Robert Hue tient son premier meeting », *Le Nouvel Observateur*, 20 janvier 2002.

24. « Allons à l'essentiel », *Communistes. Lien d'échanges et de communication, supplément à l'Humanité*, 3 avril 2002. Cette déclaration fait écho à 1969 lorsque Georges Pompidou et Alain Poher étaient qualifiés pour le deuxième tour des élections présidentielles.

25. JT France 3, <https://www.ina.fr/video/1987581001008>

26. « Marie-George Buffet en campagne », *L'Humanité*, 8 janvier 2007.

27. José Bové et Clémentine Autain, cités par *Libération*, « Le difficile choix des anti-libéraux », 9 décembre 2006.

28. <https://patrice-leclerc.org/2007/01/21/je-ne-parraine-pas-la-candidature-de-marie-george-buffet/> [lien consulté le 14/06/2021].

29. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000464348> [lien consulté le 14/06/2021].

30. *Communistes. Lien d'échanges et de communication, supplément à L'Humanité*, n° 258, 20 mars 2007, p. 1.

31. Rapport de P. Cohen-Seat au CN du 26 février 2007, *Communistes. Lien d'échanges et de communication, supplément à L'Humanité*, n° 255, 26 février 2007, p. 2.

32. Roger Martelli, *L'archipel communiste une histoire électorale du PCF*, op. cit., p. 111.

33. Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet, « L'extinction du Parti communiste », *Revue politique et parlementaire*, n° 1020-1021, 2002, p. 219-227.

34. Stéphane Courtois et alii, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

35. *Le Monde*, 14 novembre 1997.

36. *Le Monde*, 13 novembre 1997.

37. *Idem*.

38. Jean-Pierre Chevènement, *Défis républicains*, Paris, Fayard, 2004, p. 470-471.

39. Entretien du 14 avril 2021.

40. Voir Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

41. Je remercie Lucile Pillot, cartographe-géomaticienne de la MSH de Dijon, GEOBFC (plateforme technologique géomatique Bourgogne-Franche-Comté), qui a réalisé cette carte à l'échelle des communes.

42. Michel Bussi, Pascal Buléon, Jean-Paul Gosset, Jérôme Fourquet and Sylviano Freire-Diaz, « La mosaïque politique de la France : 15 cartes par cantons pour comprendre les élections présidentielles 2002 », *Cybergeo : European Journal of Geography* [Online], Current issues, Presidential Election, France, Online since 29 April 2002, connection on 24 November 2018. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/4198> [lien consulté le 14/06/2021].



43. Voir « Décision du Conseil constitutionnel relative au compte de campagne de Monsieur Robert Hue, candidat à l'élection du Président de la République des 21 avril et 5 mai 2002 », n° 2002-124 PDR du 26 septembre 2002. Le candidat du PCF a dépensé 5 339 020 euros ; le montant des dépenses dont le remboursement est dû par l'État est alors fixé à la somme de 739 800 euros.
44. Conseils nationaux des 23 et 29 avril 2002, dans *Communistes. Lien d'échanges et de communication, supplément à l'Humanité*, n° 41, 2 mai 2002, p. 1 et 2.
45. Voir annexe n° 1.
46. Déclaration de Marie-George Buffet consécutive au 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles, archives du PCF, 23 avril 2007.
47. Décision de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques en date du 26 novembre 2007 relative au compte de campagne de M<sup>me</sup> Marie-George Buffet, candidate à l'élection du Président de la République des 22 avril et 6 mai 2007, *JORF*, 10 janvier 2008. La candidate du PCF a dépensé 4 818 585 euros retenus par la CNCCFP ; le montant des dépenses dont le remboursement est dû par l'État est alors fixé à la somme de 808 300 euros.
48. Cité par Ludivine Bantigny, *La France à l'heure du monde*, op. cit., p. 117.
49. *Communistes. Lien d'échanges et de communication, supplément à l'Humanité*, n° 271, 27 juin 2007, p. 5.
50. Voir entre autres Julian Mischi, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, « Contre-feux », 2014 ; « Essor du FN et décomposition de la gauche en milieu populaire », dans Gérard Mauger et Willy Pelletier (dir.), *Les classes populaires et le FN*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2017, p. 117-132 ; *Le parti des communistes. Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*, Marseille, Hors d'atteinte, 2020, p. 591-620.
51. Georges Lavau, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981.
52. Roger Martelli, Jean Vigreux et Serge Wolikow, *Le parti rouge*, op. cit., p. 253.
53. *Ibid.*, p. 293.
54. L'article intitulé « The end of History ? » paraît dans la revue états-unienne *The National Interest* à l'été 1989, et est repris dans la revue française *Commentaire*, n° 47, automne 1989, p. 457-469.

## RÉSUMÉS

Deux « grands » candidats devenus « petits » : Robert Hue et Marie-George Buffet candidats communistes aux élections présidentielles de 2002 et 2007. Ces élections présidentielles constituent pour le Parti communiste français un véritable recul, voire un choc. Le PCF devient une force électorale négligeable et n'enraie pas son déclin, bien au contraire. En sept ans, de 1995 à 2002, il perd 1 671 980 voix et en douze ans (1995-2007), 1 925 192 voix, soit près de 2 millions d'électeurs. Il s'agit non seulement de souligner ce recul, mais aussi de proposer des éléments de réponse.

Two major candidates have become minor ones : Robert Hue and Marie-George Buffet ran as Communist candidates in the French presidential elections of 2002 and 2007. These presidential elections were a real shock and setback for the French Communist Party (PCF). In recent years, the PCF has become a negligible electoral player and these results did nothing to halt its decline : quite to the contrary. In the seven years from 1995 to 2002, the party lost 1,671,980 votes and in

12 years (1995–2007), 1,925,192 votes — or nearly 2 million voters. This article provides some explanations for the decline of the French Communist Party's electoral clout.

## INDEX

**Keywords :** Buffet (Marie-George), Hue (Robert), parti communiste français (PCF), Fifth Republic, presidential election, voting system, electoral decline

**Mots-clés :** Buffet (Marie-George), Hue (Robert), parti communiste français (PCF), Ve République, élection présidentielle, mode de scrutin, déclin électoral

## AUTEUR

### JEAN VIGREUX

Jean Vigreux est Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne. Directeur de la MSH de Dijon et membre de l'UMR CNRS LIR3S, il a notamment publié : *Waldeck Rochet, une biographie politique* (Paris, La Dispute, 2000, préface de Serge Bernstein), *Histoire du Front populaire, l'échappée belle* (Paris, Tallandier, 2016, réédition 2018, « Texto »), *Le parti rouge, une histoire du PCF 1920-2020* [avec Roger Martelli et Serge Wolikow] (Paris, A. Colin 2020), *Le Congrès de Tours* (Dijon EUD, 2020, préface de Gilles Richard).